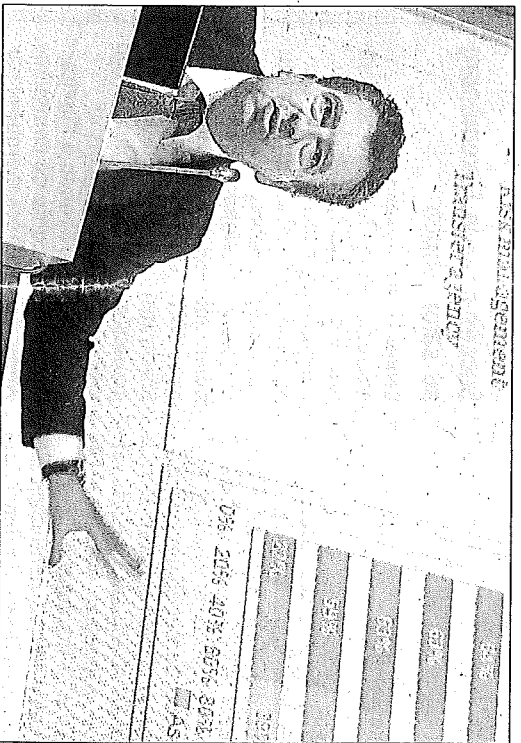


La gouvernance des fonds s'est nettement améliorée

Les conseils d'administration comprennent un nombre plus élevé de directeurs indépendants

Luxembourg. Publiée conjointement par PwC Luxembourg et l'Institut luxembourgeois des administrateurs (ILA), la cinquième étude portant sur la gouvernance des fonds d'investissement luxembourgeois fait état d'une «nette amélioration en deux ans», avec «des conseils d'administration comprenant un nombre plus élevé de directeurs indépendants tout en évoluant vers une démarche plus proactive face aux évolutions du marché».

PwC Luxembourg a interrogé 47 participants représentant 31 fonds Ucits et pour la première fois, 16 fonds non Ucits; soit 37 % des actifs sous gestion à Luxembourg, afin de cerner les pratiques de leurs conseils d'administration. En moyenne, les conseils d'administration des OPCVM luxembourgeois comptent entre quatre (non Ucits) et six membres (Ucits), dont deux membres situés dans le pays domicile du fonds. Les administrateurs se réunissent en moyenne trois ou quatre fois par an avec plus de 70 % des réunions se déroulant au Luxembourg. S'agissant de la composition des conseils d'administration, «une tendance claire est l'augmentation du nombre des directeurs



Selon Martin Vogel, CEO de MDO Services, les conseils d'administration tendent à jouer un rôle de plus en plus actif. (PHOTO: MARC WILWERT)

indépendants», explique Martin Vogel, CEO de MDO Services. Ainsi, la proportion des directeurs indépendants est passée de 30 % en 2008 à 43 % en 2010. Une évolution saluée par les professionnels du secteur qui ne manquent pas de souligner qu'elle s'est faite sans la moindre régulation forcée. Ce développement «démontre aussi la flexibilité de l'industrie des fonds», souligne le rapport. En ce qui concerne la rémunération,

l'étude révèle une forte disparité dans les fonds Ucits. La rémunération moyenne se situe entre 10.000 et 20.000 euros par an et par mandat.

Une autre tendance qui se dessine dans l'organisation des conseils d'administration concerne l'attention portée à la formation professionnelle des administrateurs au cours des six dernières années. En 2006, seuls 9 % des administrateurs consacraient

au moins deux jours à leur formation continue. En 2010, le taux a bondi spectaculairement à 52 %. Pourtant, malgré cette montée en puissance, une majorité de fonds luxembourgeois n'ont toujours pas mis en place de système de formation pour leurs directeurs indépendants.

L'étude 2010 fait également état d'un changement majeur dans la perception des rôles et des responsabilités des administrateurs. En 2006 et 2008, le conseil considérait avoir pour mission première de contrôler la performance de l'investissement du fonds. En 2010, les administrateurs estiment que leur mission concerne en premier lieu la gestion des risques. Ainsi, les conseils d'administration tendent à jouer un rôle de plus en plus actif. La gestion des conflits d'intérêts figure également en bonne place des préoccupations des conseils d'administration. Toutefois, 90 % des participants n'ont pas établi de mécanisme systématique visant à surveiller l'ensemble des conflits identifiés. Les recommandations formulées dans le rapport concernent l'éducation des directeurs indépendants, les évaluations et les risques liés à la distribution. (ndp)